



HAL
open science

Covid-19, les causes du désastre indien

Christophe Jaffrelot

► **To cite this version:**

Christophe Jaffrelot. Covid-19, les causes du désastre indien. Le Monde Diplomatique, 2021, 807, pp.19. hal-03380833

HAL Id: hal-03380833

<https://hal.science/hal-03380833v1>

Submitted on 8 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Covid-19, les causes du désastre indien

L'Inde face à la deuxième vague : un tournant ?

Christophe Jaffrelot

Directeur de recherche au Centre de recherches internationales (CERI), unité mixte de recherche de Sciences Po et du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), auteur notamment de *L'Inde de Modi. National-populisme et démocratie ethnique*, Fayard, 2019.

Comme nous l'ont montré les exemples du président des États-Unis Donald Trump et celui du Brésil Jair Bolsonaro, il est maintenant clair que les populistes au pouvoir gèrent mal la pandémie, et ce pour au moins trois raisons : leur goût pour la démagogie et les rodomontades nationalistes leur fait rejeter les contraintes inhérentes aux politiques sanitaires au profit de pratiques « disruptives » ; leur mépris des experts qu'ils assimilent à l'establishment des « sachants » les amènent à valoriser des remèdes de charlatans ; et leur hubris les fait balayer la moindre objection d'un revers de main et s'entourer de sycophantes incompetents qui n'osent dire la vérité ou n'en ont pas la moindre idée.

Ce cocktail, ajouté à l'état déplorable du système de santé public indien auquel l'État central n'a jamais consacré plus de 5 % de son budget **annuel (contre plus de 11 % en France, par exemple)**, se retrouve dans la faillite du gouvernement de M. Narendra Modi – populiste s'il en est¹ – face à la deuxième vague de la pandémie.

Fanfaron nationaliste, Modi l'a été dès le début de l'année lorsqu'il a expliqué, au Forum économique mondial de Davos, que l'Inde avait vaincu le Covid et allait maintenant « *guider* » le monde vers le bout du tunnel grâce à « ses » deux vaccins (dont l'un n'est autre que la version indienne **du sérum suédo-britannique Astrazeneca**). New Delhi s'est alors engagé dans une « diplomatie du vaccin » à la fois généreuse (et censée contribuer plus que quiconque au plan Covax d'aide aux pays pauvres) et irréfléchie puisqu'à la fin de mars elle avait exporté 68 millions de doses (en majorité à titre commercial) alors que seuls 120 millions d'Indiens sur 1,34 milliard avaient été vaccinés. D'où l'arrêt brutal de toute vente à l'étranger le 30 mars dernier.

Méprisant à l'égard des scientifiques, le gouvernement indien n'a pas réuni le comité des experts supposé le conseiller entre janvier et avril 2021, alors que la deuxième vague a commencé dès la fin février. Au lieu de cela, le ministre de la santé a homologué des remèdes prétendument issus de la tradition ayurvédique que les nationalistes hindous portent aux nues par principe malgré les

protestations de la profession médicale. Pire, les gouvernants se sont rangés aux arguments des astrologues pour avancer d'une année la Khumb Mela, une fête hindoue **qui se tient quatre fois tous les douze ans, dans l'eau sacrée du Gange**. De la mi-mars- à la mi-avril [*elle se tient sur deux mois ?*] elle a réuni plus de 7 millions de personnes. Seuls quelques officiels ont osé prétendre qu'on y respecterait les gestes barrières !

Hormis les médecins qui ont vu se remplir les hôpitaux, nul n'a rien trouvé à redire, ni dans l'administration, ni dans les médias, de plus en plus contrôlés par le pouvoir. Il est vrai que la capacité des gouvernants à nier la réalité n'avait d'égal que leur détermination, largement influencée par le calendrier électoral et ses quatre scrutins régionaux prévus en avril. Parmi eux, celui du Bengale occidental a accaparé M. Modi pendant de longues semaines alors que la courbe des infections montait : gagner ce bastion de l'opposition tournait à l'obsession. L'hubris n'aura jamais, sans doute, été aussi mauvaise conseillère.

La crise sanitaire du printemps 2021 constituera-t-elle un tournant ? Dans le domaine économique, elle approfondit plutôt des tendances déjà à l'œuvre depuis 2017: l'Inde poursuit en effet son déclin en termes de croissance (de sorte que son PIB sera, d'après les prévisionnistes, fin 2021 inférieur à ce qu'il était deux ans plus tôt) - et son taux d'endettement, qui a déjà bondi de 74 à 90 % du PIB entre 2019 et 2020, après la première vague, devrait doubler d'ici 2025.

Le tournant pourrait être politique. Non seulement le parti au pouvoir, le Bharatiya Janata Party (BJP), n'a pas conquis le Bengale occidental où sa bête noire, Mme Mamata Banerjee (**plutôt classé à gauche**) a été réélue, mais il n'a conservé l'Assam qu'avec une majorité réduite ; au Tamil Nadu, son allié a été délogé par un partenaire du Congrès et il n'a gagné aucun siège au Kerala. Ces élections ont en outre donné à apercevoir le retour de la classe et, dans une moindre mesure, de la caste, comme déterminant du vote, au détriment de l'appartenance religieuse sur laquelle le majoritarisme hindou surfait jusque-là. En outre, le vote des femmes s'est affirmé, aux dépens du BJP. Plus important encore peut-être, la cote de popularité de M. Modi est passé sous la barre des 50 % pour la première fois depuis le 26 mai 2014 et son arrivée à la tête de l'Inde.

Il est toutefois trop tôt pour tirer des conclusions de ces évolutions. Premièrement, il reste trois ans avant la fin de son deuxième mandat et M. Modi peut redevenir populaire. Non seulement son image d'homme fort pourrait le remettre en selle pour peu que les hostilités reprennent avec le Pakistan ou la Chine, mais en outre, il s'efforce d'échapper à toute « accountability » (**un mot qu'on traduit – mal par responsabilité**), en apparaissant comme le père de la nation, au-dessus de la mêlée. En témoigne son nouveau « look » et son discours proches des gourous hindous.

Deuxièmement, bien des médias, notamment les chaînes de télévision, continuent à parler d'autres choses que de la crise humanitaire en cours, et à répercuter la propagande du pouvoir. Cette désinformation s'explique par la peur, par d'éventuelles représailles financières et par une communauté d'intérêt, voire des affinités idéologiques **avec le pouvoir**². Jusqu'où les Indiens seront-ils dupes, en particulier, des chiffres officiels qui sous-estiment grandement le bilan humain ? Certains journalistes s'efforcent pourtant de leur ouvrir les yeux, en prenant des risques en partie responsables d'un taux élevé de mortalité – notamment lorsqu'ils enquêtent autour des crématoriums¹

Troisièmement, l'opposition n'est pas en ordre de bataille. Il lui manque un chef et une stratégie, sans même parler d'un programme. Ainsi les partis qui se sont réunis pour cosigner une lettre au premier ministre afin d'influencer sa gestion de l'épidémie se retrouvent concurrents dans nombre d'États de l'Union indienne. Ce genre de handicap pourrait, toutefois, ne pas être rédhibitoire si les citoyens cherchaient simplement à se débarrasser de leurs gouvernants sans être trop regardant sur la qualité de l'alternative qui leur est offerte – comme en 1977 lorsqu'Indira Gandhi avait été renvoyée dans l'opposition après 21 mois d'un état d'urgence despotique.

La réédition d'un tel scénario est cependant conditionnée par la nature de la compétition électorale, de moins en moins équitable. Non seulement les grands médias sont souvent biaisés et la Commission électorale, chargée de l'organisation des scrutins, a perdu de son indépendance, mais les ressources financières dont jouit le BJP, grâce, notamment, au soutien de grands oligarques, sont bien supérieures à ceux de l'opposition.

De ce point de vue, seules des pressions internationales pourraient faire bouger les lignes. Or non seulement le Parlement européen a voté une résolution faisant une large place à la question des droits de l'homme avant le sommet Inde-UE de mai dernier, mais Joe Biden n'est pas aussi conciliant que l'était Donald Trump et bien des gouvernements européens admettent en privé qu'ils ne pourront pas éluder la question des droits humains indéfiniment.

¹ Cf. « En Inde, comment remporter les élections avec un bilan désastreux », *Le Monde diplomatique*, juillet 2019.

² Lire Benjamin Fernandez, « En Inde, une presse populaire qui ignore le peuple », *Le Monde diplomatique*, mai 2014.

¹ <https://www.theguardian.com/membership/2021/may/03/india-covid-deaths-crisis-kumbh-mela> et <https://www.firstpost.com/india/52-journalists-died-in-india-due-to-covid-19-in-last-28-days-101-in-last-one-year-finds-study-9576731.html>